

Art. 2. Un article 9bis est inséré dans le même arrêté royal :

« Art. 9bis. Dans une zone d'infestation délimitée pour une ou plusieurs des maladies visées à l'article 1er, lorsque la situation sanitaire le nécessite, le Ministre de l'Agriculture peut prendre des mesures qui dérogent aux dispositions des articles 8 et 9. »

Art. 3. L'article 15, § 2 de l'arrêté royal précité est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre des Relations extérieures et Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 21 avril 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,
L. TINDEMANS

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
P. DE KEERSMAEKER

F. 87 — 866

21 AVRIL 1987

Arrêté royal portant agrément des laboratoires provinciaux, communaux ou privés

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 11 juillet 1969 relative aux pesticides et aux matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, particulièrement l'article 7;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, particulièrement l'article 3, § 2;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de faciliter l'analyse dans les plus courts délais des pesticides et des matières premières pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture et l'élevage, ainsi que des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime et d'étendre les moyens d'action destinés à poursuivre l'exécution des dispositions réglementaires nationales et intracommunautaires relatives à ces matières et produits;

Sur la proposition de Notre Ministre des Relations extérieures et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le Ministre de l'Agriculture peut agréer des laboratoires provinciaux, communaux ou privés, suivant les besoins pour effectuer, concurremment avec les laboratoires d'analyses de l'Etat, l'analyse des semences, des grains, des engrais, des amendements du sol, des substances destinées à l'alimentation des animaux, des additifs aux aliments pour animaux, des produits phytopharmaceutiques et des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Art. 2. Pour pouvoir être agréés, les laboratoires doivent remplir les conditions ci-après :

1° Présenter toutes les garanties d'impartialité et d'indépendance vis-à-vis des personnes engagées dans la production, la transformation, l'importation et la vente des produits visés à l'article premier.

2° Etre dirigés par un technicien justifiant d'une pratique suffisante en matière d'analyse des substances sur lesquelles porte l'agrément.

Ce technicien devra être porteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Le Ministre de l'Agriculture peut accorder des dérogations à cette dernière disposition pour les laboratoires déjà agréés;

Art. 2. Een artikel 9bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde koninklijk besluit ingevoegd :

« Art. 9bis. Indien de sanitaire toestand het noodzaakt, kan de Minister van Landbouw in een besmettingszone, afgobakend voor één of meerdere ziekten bedoeld bij artikel 1, maatregelen nemen die afwijken van de bepalingen van artikelen 8 en 9. »

Art. 3. Artikel 15, § 2 van hetzelfde koninklijk besluit wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen en Onze Staatssecretaris voor Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 21 april 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,
L. TINDEMANS

De Staatssecretaris voor Landbouw,
P. DE KEERSMAEKER

N. 87 — 866

21 APRIL 1987

Koninklijk besluit houdende erkenning van provinciale, gemeentelijke of particuliere laboratoria

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 11 juli 1969 betreffende de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt, inzonderheid artikel 7;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid artikel 3, § 2;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het van belang is de vlugge ontleding van de bestrijdingsmiddelen en de grondstoffen voor de landbouw, tuinbouw, bosbouw en veeteelt alsmede van de landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten te vergemakkelijken en de werkmiddelen uit te breiden welke aangewezen zijn om de reglementaire nationale en intracommunautaire bepalingen betreffende deze stoffen en producten na te streven;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen en Onze Staatssecretaris voor Landbouw;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Minister van Landbouw mag naargelang van de behoeften provinciale, gemeentelijke of particuliere laboratoria erkennen om naast de Rijksontledingslaboratoria de ontleding uit te voeren van de zaaizaden, de granen, de meststoffen, de grondverbeteringsmiddelen, de stoffen bestemd voor de dierenvoeding, de additieven voor veevoeders, de fytofarmaceutische producten en van de landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

Art. 2. Om erkend te kunnen worden, moeten de laboratoria aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° Alle waarborgen bieden van onpartijdigheid en onafhankelijkheid ten opzichte van personen die betrokken zijn bij de productie, de verwerkingen, de invoer en de verkoop van de onder artikel 1 vermelde stoffen.

2° Bestuurd worden door een technicus die bewijs geeft van een voldoende praktijk in het ontleden van de stoffen die het voorwerp zijn van de erkenning.

Deze technicus zal een diploma van hoger onderwijs moeten bezitten. Voor de reeds erkende laboratoria kan de Minister van Landbouw afwijkingen van deze laatste bepaling verlenen;

3° Disposer des installations et du matériel jugés nécessaires par le Ministre de l'Agriculture, selon le groupe de substances à analyser;

4° S'engager à effectuer les analyses suivant les méthodes approuvées par le Ministre de l'Agriculture et à des prix ne s'écartant pas de plus d'un tiers de ceux indiqués au tarif en vigueur dans les laboratoires d'analyses de l'Etat;

5° S'engager à signaler au Service de l'Inspection des Matières premières, les fraudes et les falsifications qu'ils constateraient à l'occasion de l'analyse des échantillons qui leur sont soumis;

6° Tenir un carnet de laboratoire dans lequel ils inscrivent à l'encre, pour tous les échantillons analysés, les indications suivantes : le numéro de l'échantillon, la nature de la substance, la date de l'analyse, la quantité sur laquelle l'analyse s'effectue et éventuellement les dilutions successives, le résultat de l'analyse et tous les calculs qui ont servi à l'établir, le paraphe du chimiste responsable;

7° S'engager à conserver, pendant douze mois, à la disposition du Ministre de l'Agriculture, les parties non utilisées des échantillons analysés qui se prêtent à conservation.

Pour les céréales, ce délai est ramené à deux mois.

Art. 3. Les laboratoires agréés sont soumis à la surveillance des délégués du Ministère de l'Agriculture.

Ceux-ci peuvent réclamer le restant des échantillons analysés en vue de contrôler l'exactitude des résultats d'analyse remis aux clients et consulter à tout moment le carnet de laboratoire dont il est question à l'article 2-6°.

Art. 4. L'agrément est délivré pour une période maximale de deux ans venant à échéance la première fois le 31 décembre 1987.

En cas de demande de renouvellement, celui-ci doit être introduit trois mois avant l'expiration de l'agrément.

L'agrément est subordonné au respect des conditions énumérées à l'article 2.

Il perd toute validité par suite du changement du responsable visé à l'article 2-2°.

L'arrêté d'agrément est toujours révocable totalement ou partiellement par le Ministre de l'Agriculture sans que le laboratoire puisse réclamer de ce chef une indemnité quelconque à charge de l'Etat.

Art. 5. L'arrêté royal du 25 octobre 1963 portant agrégation des laboratoires provinciaux, communaux ou privés est abrogé.

Les laboratoires, agréés en vertu de l'arrêté précité, restent agréés jusqu'à la date d'expiration de validité de cet agrément.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Ministre des Relations extérieures et Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, 21 avril 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,

L. TINDEMANS

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

P. DE KEERSMAEKER

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 87 — 867

12 MAI 1986. — Règlement pris en exécution des articles 7 et 15 de l'arrêté royal du 25 octobre 1985 portant exécution du chapitre Ier, section Ire, de la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales

Le Comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales,

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1985 portant exécution du chapitre Ier, section Ire, de la loi du 1er août 1985 portant des dispositions sociales, notamment les articles 7 et 15;

3° Over de inrichting en het materieel beschikken die, naar het oordeel van de Minister van Landbouw, nodig zijn per groep van te ontlede stoffen;

4° De verbintenis aangaan de ontledingen uit te voeren volgens de door de Minister van Landbouw goedgekeurde methoden en aan prijzen welke niet meer dan één derde afwijken van die, welke vermeld zijn op het tarief dat van kracht is in de Rijksontledingslaboratoria;

5° De verbintenis aangaan de Dienst van de Inspectie der Grondstoffen te wijzen op het bedrog en de vervalsingen welke ze zouden vaststellen naar aanleiding van de ontleding van de hun toevertrouwde stalen;

6° Een laboratoriumboek bijhouden waarin voor alle ontlede stalen de volgende gegevens met inkt worden geschreven : het staalnummer, de aard van de stof, de datum van de ontleding, de hoeveelheid waarop de ontleding wordt uitgevoerd en eventueel de reeks verdunningen, de uitslag van de ontleding en alle berekeningen die ertoe geleid hebben, de paraaf van de verantwoordelijke scheikundige;

7° De verbintenis aangaan de overschotten van de ontlede stalen, waarvan de bewaring mogelijk is, gedurende twaalf maanden ter beschikking te houden van de Minister van Landbouw.

Voor granen wordt deze termijn teruggebracht tot twee maand.

Art. 3. De erkende laboratoria staan onder het toezicht van de afgevaardigden van het Ministerie van Landbouw.

Deze kunnen de overschotten van de ontlede stalen opeisen ten einde de juistheid na te gaan van de aan het clientele verstrekte ontledingsuitslagen en te allen tijde het onder artikel 2-6° vernoemde laboratoriumboek raadplegen.

Art. 4. De erkenning wordt afgeleverd voor een maximumduur van twee jaar, maar zij vervalt voor de eerste maal op 31 december 1987.

In geval van een aanvraag tot hernieuwing moet deze ten minste drie maand vóór de vervaldatum van de erkenning ingediend worden.

De erkenning is afhankelijk van het naleven van de onder artikel 2 vermelde voorwaarden.

Zij verliest haar geldigheid bij het veranderen van de onder artikel 2-2° bedoelde verantwoordelijke.

Het erkenningsbesluit kan steeds volledig of gedeeltelijk door de Minister van Landbouw opgeheven worden zonder dat het laboratorium uit dien hoofde enige vergoeding ten laste van de Staat kan eisen.

Art. 5. Het koninklijk besluit van 25 oktober 1963 betreffende de erkenning van de provinciale, gemeentelijke of particuliere laboratoria, wordt opgeheven.

De laboratoria die ingevolge voornoemd besluit erkend werden blijven erkend tot de datum waarop de geldigheid van de erkenning verstrijkt.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen en Onze Staatssecretaris voor Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 21 april 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,

L. TINDEMANS

De Staatssecretaris voor Landbouw,

P. DE KEERSMAEKER

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 87 — 867

12 MEI 1986. — Verordening in uitvoering van de artikelen 7 en 15 van het koninklijk besluit van 25 oktober 1985 tot uitvoering van hoofdstuk I, sectie I, van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen.

Het Beheerscomité van de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten,

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1985 tot uitvoering van hoofdstuk I, sectie I, van de wet van 1 augustus 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op de artikelen 7 en 15;